

Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP)

Prestations de reliure de
périodiques et monographies pour
l'École normale supérieure – PSL.

ACCORD-CADRE N°

2

0

2

4

-

0

2

7











Consultation n°2024-027

ProcédureAppel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la
commande publique)**Date limite de remise des offres****Lundi 02 décembre 2024**





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	12
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	15
8.	LITIGE ET SANCTIONS	15
9.	FIN DU CONTRAT	22

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations de reliure de périodiques et monographies pour l'École normale supérieure – PSL.
	Acheteur	Ecole normale supérieure - PSL
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande de services Sans montant minimum annuel et avec maximum annuel Mono-attributaire
	Structure	3 lots
	Lieu d'exécution	Dans les locaux du titulaire
	Durée	Douze (12) mois Reconductible trois (3) fois par période de douze (12) mois Sans que la durée de l'accord-cadre n'excède quatre (4) ans.
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Révisables (formule), formule 0,15+0,85(CPF 18.14m/CPF 18.14o)
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Prestations de reliure de périodiques et monographies pour l'École normale supérieure – PSL.

Le réseau des bibliothèques de l'École normale supérieure comprend 9 bibliothèques :

- cinq bibliothèques de lettres et sciences humaines et sociales
- et quatre bibliothèques scientifiques.

L'accord-cadre a pour objet la reliure de monographies et de périodiques (XIXe, XXe, XXIe) conservés dans plusieurs bibliothèques du réseau.

■ Lieu de livraison :

Le lieu de livraison des prestations est :

Ecole Normale supérieure, 45 rue d'Ulm 75230 Paris Cedex 05.

Les services de l'ENS concernés sont, majoritairement, les suivants :

Service de l'ENS-PSL	Adresses
Bibliothèque Ulm Lettres et sciences humaines :	45, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05,
Bibliothèque Jourdan Sciences humaines et sociales	48, bd Jourdan 75690 Paris cedex 14,
Bibliothèque des Sciences expérimentales	29, rue d'Ulm 75005 Paris

et, dans une moindre mesure les bibliothèques suivantes, bibliothèques des différents départements constitutifs de l'ENS-PSL ainsi que des Unités Mixtes ENS/CNRS :

Unités Mixtes ENS/CNRS	Adresses
Bibliothèque d'Archéologie	45, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05
Bibliothèque d'agrégation de Montrouge	1, rue Maurice Arnoux 92120 Montrouge
Bibliothèque des Sciences expérimentales	29, rue d'Ulm 75005 Paris
Centre documentaire du CAPHÉS	29, rue d'Ulm 75005 Paris
Bibliothèque de Mathématiques et Informatique	45, rue d'Ulm 75230 Paris cedex 05

Cette liste est transmise à titre indicatif ; l'ENS se réserve le droit de la modifier.

NB : les bibliothèques confirmeront les adresses de livraison et de facturation auprès du titulaire en temps utile.

Les prestations porteront sur des documents imprimés uniquement : des périodiques, neufs ou pouvant être reliés et des monographies, neuves ou usagées (XIXe, XXe, XXIe s.).

■ Lieu d'exécution de la prestation :

L'exécution des prestations aura lieu dans les locaux du prestataire.

2.1.1 Documents concernés

Les prestations porteront sur des documents imprimés uniquement : des périodiques, neufs ou pouvant être reliés et des monographies, neuves ou usagées (XIXe, XXe, XXIe s.).

2.1.2 Nature générale des prestations attendues

Les documents visés à l'article 2.1.1 sont considérés comme ayant une valeur permanente et la reliure est choisie comme méthode de conservation à long terme. Les traitements envisagés comprendront : consolidation, reliure, ré-emboitage, pelliculage, réparations.

Il faut noter que les collections des bibliothèques de l'ENS sont à 96 % en libreaccès, d'où la nécessité de traitements répondant aux conditions d'un usage intensif.

Les prestations de restauration sont exclues du présent marché.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le Bordereau des prix unitaire (BPU) ;
- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe A
- le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Les normes et règlements en vigueur régissant l'objet du marché ;
- l'offre technique du titulaire ;
- le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et les précisions apportées par l'Acheteur pendant la consultation ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Ecole normale supérieure - PSL**, représentée par Monsieur le Directeur, Frédéric WORMS.

Adresse et coordonnées :

Direction générale des services
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, **par le responsable dédié de la Bibliothèque des Lettres et des Sciences humaines et sociales.**

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations vis-à-vis de la Bibliothèque des LSHS et transmet, par écrit, son nom et ses coordonnées au service concerné.

Ce responsable sera l'interlocuteur privilégié la Bibliothèque LSHS.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire propose l'organisation la plus adaptée pour la durée d'exercice de la prestation. Il est responsable des moyens humains qu'il met en place pour réaliser sa prestation.

■ Désignation des sous-traitants en cours de marché :

Pour les sous-traitants le titulaire devra fournir les actes spéciaux DC4, au plus tard, un mois avant le début de leurs prestations sauf situation exceptionnelle laissé à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Conformément aux articles R..2193-3 à 7 et R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG/FCS, pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir :

- la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4). Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché,
- un extrait Kbis et un extrait du répertoire SIRENE (INSEE) de moins de trois mois,
- une copie des contrats d'assurance de responsabilité civile,
- un RIB,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations sous-traitées:
- les qualification(s) professionnelle(s) demandées au CCTP ;
- liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 3 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

■ Forme des notifications :

- Communication au titulaire

En précision de l'article 3.1 du CCAG FCS, la notification d'une décision ou communication peut être faite par ordre de service pouvant être adressé par courriel.

- Communication du titulaire

Lorsque le titulaire ou mandataire reçoit une décision ou communication et estime que les prescriptions appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit, dans un délai de 15 jours.

Toute communication au représentant du Pouvoir Adjudicateur devra être réalisée par courrier adressé en lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) ou contre récépissé.

Le titulaire peut communiquer avec le service de la commande publique via la Plateforme Place.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations sont décomposées comme suit en **3 lots**.

Lots	Objet
Lot n°1 Reliure mécanisée de périodiques (muette)	<i>Mission 1 : couture cahier</i> <i>Mission 2 : surjet</i>
Lot n°2 Reliure mécanisée de monographies	<u><i>Mission 1 : reliure muette</i></u> <ul style="list-style-type: none">- <i>Sous-mission 1-1 : couture cahier</i>- <i>Sous-mission 1-2 : surjet</i>- <i>Sous-mission 1-3 : collage par double berçage</i> <u><i>Mission 2 : reliure parlante</i></u> <ul style="list-style-type: none">- <i>Sous-mission 2-1 : couture cahier</i>- <i>Sous-mission 2-2 : surjet</i>- <i>Sous-mission 2-3 : collage par double berçage</i>
Lot n° 3 : Reliure artisanale de monographies et de périodiques	<i>Mission 1 : reliure traditionnelle</i> <i>Mission 2 : emboîtement</i>

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **à bons de commande sans montant minimum et AVEC montant maximum pour chacun des lots** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et donne lieu à la conclusion de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Lots	Montant minimum annuel € HT	Montant maximum annuel € HT
Lot n°1 Reliure mécanisée de périodiques (muette)	Sans montant minimum annuel HT	35 000,00 €
Lot n°2 Reliure mécanisée de monographies	Sans montant minimum annuel HT	35 000,00 €
Lot n° 3 : Reliure artisanale de monographies et de périodiques	Sans montant minimum annuel HT	80 000,00 €

Pour rappel :

Le Devis de quantité estimatif (DQE) présenté dans le Dossier de consultation des entreprises (DCE) n'a pas de valeur contractuelle.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro de l'accord-cadre et lot concerné, et date
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat.

Il est reconductible **trois (3) fois par période de 12 mois** par tacite reconduction sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, ce dernier le notifiera au titulaire du marché trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours.

La non-reconduction ne donne pas droit à indemnités. Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction

■ Délai d'exécution et de livraison

La date prévisionnelle et non contractuelle de début d'exécution de cet accord cadre **est janvier 2025**.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande suite à l'établissement **d'un devis au préalable** conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre et de l'offre du titulaire.

Toutefois, au-delà d'un délai de trois (3) mois à compter de la date d'émission du bon de commande, si la prestation n'est pas livrée la bibliothèque émettrice de cette commande se réserve la possibilité d'annuler le bon de commande (ce qui équivaut à l'annulation de la commande).

Les bons de commandes peuvent être envoyés jusqu'au dernier jour d'exécution de cet accord-cadre avec une exécution maximale de quatre (4) mois à compter de cet envoi.

■ Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions aux articles 13.3 du CCAG FCS 2021.

■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

1. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

1.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

Les prix sont indiqués dans le Bordereau des prix unitaires (BPU) propres à chaque lot.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le

cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ Variation des prix :

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres indiqué en page de garde du présent CCAP. Ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est $P = P_o \times [0,15 + 0,85(CPF\ 18.14m / CPF\ 18.14o)]$.

P = prix révisé

Po = prix initial

Io = **CPF 18.14o** = valeur de l'index au mois Mo

Im = **CPF 18.14m** = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
CPF 18.14	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 18.14 - Reliure et services connexes : https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/O10764133

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis.

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois o) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **de manière périodique** à chaque date d'anniversaire de notification du marché.

Le coefficient est ensuite recalculé tous les 12 mois.

Pour le calcul du coefficient, le mois « m » retenu pour chaque révision sera le mois précédent connu au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.

La demande de révision doit être effectué au plus-tard trois (3) mois au plus tard avant la date effective d'application des prix.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire.

Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur.

Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

Le titulaire devra envoyer sa demande de révision des prix au service de la commande publique à l'adresse suivante :

**Ecole normale supérieure –PSL
Direction générale des services
Service de la commande publique
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05 cedex**

Si les conditions énoncées précédemment ne sont pas respectées par le titulaire, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits sans être révisés.

Si les conditions sont respectées et acceptées par l'ENS-PSL, le titulaire devra renvoyer le(s) BPU à jour des prix révisés en version Excel et PDF signé(s) au service de la commande publique.

■ **Clause de butoir :**

L'évolution du prix ne saurait en aucun cas conduire à **une augmentation annuelle supérieure à 3 % du prix proposé à la date de remise des offres.**

■ **Clause limitative de sauvegarde :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché si l'augmentation moyenne des prix des postes à chaque révision, après application des remises est supérieure à 5 % par rapport aux prix de la précédente période.

Dans le cas d'une résiliation anticipée pour dépassement de la clause de sauvegarde, un préavis de 3 mois sera respecté aux anciennes conditions de prix. Les commandes durant cette période ne pourront dépasser la moyenne des commandes sur une période comparable.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

1.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue dans les conditions de l'article R2191-16 du Code de la commande publique. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ Modalités de paiement en cas de sous-traitance :

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire fait parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur les factures, établies par les sous-traitants, revêtues de son acceptation ou de son refus motivé. Ces sommes tiennent compte d'une éventuelle variation dans les prix et incluent la TVA.

Il est précisé que le montant total des règlements effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum à sous-traiter.

Si le titulaire désire, durant l'exécution de l'accord-cadre, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande au Représentant du Pouvoir adjudicateur par acte spécial modificatif.

■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro de l'accord cadre et lot concerné ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.
- le numéro du bon de commande/engagement juridique
- le service demandeur/prescripteur

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le règlement du présent marché se fera sur présentation d'une (s) facture (s) détaillée (s) qui devra correspondre aux prestations effectuées conformément au CCTP et au CCAP.

Chaque Bibliothèque de l'Ecole doit faire l'objet d'une facturation séparée.

Chaque bon de commande sera établi sur la base des prix établis dans le BPU et fera l'objet d'un paiement correspondant aux prestations réellement exécutées.

Dans tous les cas, le paiement ne pourra intervenir qu'après l'admission des prestations dans les conditions prévues au présent CCAP.

NOTA : Le règlement des pénalités se fera par l'émission d'un titre de recette réalisé par le service financier et comptable de l'École normale supérieure.

■ Périodicité des paiements :

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Autorité compétente pour engager les dépenses :

Monsieur l'Agent comptable de l'Ecole normale supérieure - PSL
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service

fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

2. RÉALISATION DES PRESTATIONS

2.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Echantillons

Au dépôt de l'offre :

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats ont fourni des échantillons.

Si le candidat ne fait pas de demande dans de restitution d'échantillons dans les deux mois suivants la notification de rejet ou d'attribution de son offre l'ENS se réserve le droit de garder ou détruire des échantillons.

Durant la vie du marché

En cas de rupture, de remplacement ou encore de nouveaux matériaux par le titulaire ou son sous-traitant, le titulaire doit impérativement informer et soumettre leur utilisation à l'accord de la Bibliothèque des Lettres et des sciences humaines et sociales et des Bibliothèques concernées.

Cette information et demande de validation doit intervenir avant toute utilisation ou tout conditionnement et livraison afin de recueillir le consentement de l'ENS-PSL.

Cette demande de validation doit mettre en avant toutes les caractéristiques techniques nécessaires à la prise de décision.

Le titulaire devra également envoyer des échantillons en amont avant toutes utilisations dans le cadre de la prestation.

L'ENS et la Bibliothèque LSHS restent seules décisionnaires.

Adresse à utiliser pour ce type de demande : contact-patrimoine-bib-lshs@ens.psl.eu

■ Autres conditions de réalisations de prestations

Les différentes prestations assurées au titre de l'accord-cadre sont définies dans le CCTP.

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

Le titulaire est soumis au minimum à la réglementation en vigueur rappelée dans cet accord-cadre et devra appliquer toutes les nouvelles règles qui pourraient se faire à ce jour pendant toute la durée du marché, période(s) de reconduction(s) comprise(s).

Dans le cas contraire, il sera tenu responsable lors de la survenance de quelque incident que ce soit.

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir compter de la date de notification du bon.

■ **Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :**

En vue de l'exécution de l'accord-cadre, des matériels, objets et approvisionnements seront remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit.

Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du C.C.A.G.-F.C.S.

■ **Conditionnement des ouvrages**

Pour garantir la sécurité et la conservation des ouvrages, ils seront conditionnés dans des caisses de transport adaptées, fournies par le titulaire.

Si leur état le nécessite, certains documents devront bénéficier d'un emballage individuel avant d'être déposés dans les caisses.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

■ **Transport - modalités d'enlèvement et de livraison**

L'enlèvement et la livraison des trains de reliure devront se faire **sur rendez-vous, à l'adresse indiquée sur le bon de commande conformément au devis préalablement établi et aux prix mentionnés dans le marché.**

L'enlèvement et la livraison des trains de reliure s'effectueront en présence du responsable ou représentant de la bibliothèque concernée (cf. liste indicative des bibliothèques article 2.1 du présent C.C.A.P.).

Le titulaire s'engage, une semaine avant la livraison à envoyer **par courriel** au représentant de la bibliothèque (contact-patrimoine-bib-lshs@ens.psl.eu), le numéro de plaque d'immatriculation, le numéro de téléphone portable et l'heure et le jour précis de passage du livreur.

Le transport des trains de reliure (enlèvement et livraison mise en caisse et déchargement du contenu des caisses) se fait **sous la responsabilité du prestataire**, par le prestataire lui-même ou par son représentant dûment identifié.

La liste des ouvrages avec les prestations demandées (ou liste et bordereaux-consignes insérés dans chaque ouvrage) vaut constat contradictoire de l'état des ouvrages au moment de leur mise à disposition au titulaire.

Chaque train de reliure sera pris en charge dans sa totalité par le prestataire. Il sera accompagné d'un bon de prise en charge ou d'enlèvement, signé par un représentant dûment habilité de la bibliothèque concernée, qui comportera :

- la date du départ du train ;
- le numéro de l'accord-cadre et lot concerné ;
- le nom et l'adresse du prestataire ;
- le nom et l'adresse de la bibliothèque concernée ;
- le type de prestation demandée ;
- la liste des ouvrages avec les prestations demandées (ou liste et bordereaux-consignes insérés dans chaque ouvrage) ;
- la date de retour prévue.

Chaque train fera l'objet **d'un devis** en amont et sera exécuté après validation de la commande par la bibliothèque.

Chaque train devra être livré dans sa totalité et sera accompagné d'un bon de livraison comportant :

- la date de livraison du train ;
- le numéro du bon de livraison ;
- le numéro du marché et lot concerné ;
- le nom et l'adresse du prestataire ;

- le nom et l'adresse de la bibliothèque concernée ;
- la référence de la commande ;
- les problèmes rencontrés éventuellement (ouvrages non fiables, etc.).

La livraison est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bulletin de livraison dont chaque partie conserve un exemplaire.

Les bordereaux-consignes seront restitués, insérés dans l'ouvrage correspondant. Seront également restitués les maquettes ou modèles fournis par la bibliothèque.

Si les prestations sont réalisées dans un pays hors de l'Union européenne, chaque livraison devra être accompagnée d'une fiche d'identification de douane indiquant le poids, la valeur et le mode de transport des ouvrages livrés.

Réclamations : elles émaneront des bibliothèques émettrices des bons de commandes.

Admission : elle sera prononcée par le service compétent de la bibliothèque ou ses représentants habilités.

2.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat.

Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisée et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

La signature du bon de livraison ne vaut pas acceptation sans réserve du train.

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par le service compétent de la Bibliothèque ou ses représentants habilités dans un délai d'un mois à compter de la livraison des prestations.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-FCS 2021.

La réception est faite sous réserve : l'admission définitive ne sera réalisée qu'après 1 mois pendant lesquelles sera effectué le contrôle de conformité entre les prestations demandées et celles effectivement réalisées.

Chaque ouvrage fera l'objet d'un contrôle de qualité à son retour (confrontation avec les consignes du C.C.T.P. et des bordereaux). Les dispositions de l'article 30 du C.C.A.G.-F.C. S 2021. S'appliquent.

Réclamations : elles émaneront des bibliothèques émettrices des bons de commandes.

Admission : elles émaneront des bibliothèques émettrices des bons de commandes.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les personnes dûment habilitées.

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

En cours d'exécution le **périmètre du contrat** peut être modifié sans faire l'objet d'une modification du contrat.

En cas d'ajout ou de retrait d'éléments au contrat, il est appliqué au maximum le prix moyen du détail des prix. Le titulaire doit fournir un devis correspondant dans un délai de dix jours francs à l'acheteur et après acceptation le détail des prix sera ajusté en conséquence.

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix**.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

L'acheteur s'engage à ne pas appliquer la révision en cas de révision négative (coefficient inférieur à 1 suite à une baisse de valeur des index) dès lors que le titulaire subit un événement :

- imprévisible au moment de la conclusion du contrat ;
- étranger à la volonté des parties ;
- qui bouleverse l'économie du contrat.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à

l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur peut notifier au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur.

La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Précision :

Le titulaire devra fournir à chaque échéance de leur contrat l'attestation justifiant du renouvellement de ces assurances.

Cette clause est complétée par les dispositions de l'article 5.4 du CCTP.

Toute modification des clauses devra être signalée à la Bibliothèque des LSHS de l'ENS par lettre recommandée avec AR et au service de la commande publique par AR ou via la Plateforme Place

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur.

A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce

titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

3.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité :**

Tous les renseignements, documents et objets qui sont communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants, équipes et sous-traitants éventuels, dans le cadre de l'exécution du marché sont considérés comme strictement confidentiels.

■ **Protection des données personnelles :**

Chaque partie à l'Accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'Accord-cadre.

Les données contenues dans ces supports, dans les documents, les données issues notamment des systèmes d'information, les données à caractère personnel intégrées dans les systèmes d'information sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, le Titulaire et ses Sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

L'ENS-PSL, et le Titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'ENS-PSL. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'ENS-PSL.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec l'ENS-PSL pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'ENS-PSL toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'ENS-PSL ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ENS-PSL dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'ENS-PSL, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable de l'ENS-PSL et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur.

Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENS-PSL des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique à l'ENS-PSL le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

L'ENS-PSL se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'Accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par l'ENS-PSL, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au Titulaire par l'ENS-PSL et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Enfin, le Titulaire s'abstient en toute hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de ses prestations à ses propres fins ou pour le compte de tiers, et

s'engage à modifier ou supprimer, soit à la demande de l'ENS-PSL, soit à la demande d'une personne concernée, et en toute hypothèse à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution de ses prestations, toute données personnelle collectée à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

■ Mesures de sécurité :

Il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret du 2 novembre 2011.

■ Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels de l'ENS-PSL l'exige dans le cadre de sa mission de service public, l'ENS-PSL peut soumettre l'accès à certains lieux où des mesures de sécurité s'appliquent, à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) de l'ENS-PSL pour limiter les risques d'atteinte à l'ordre public et assurer la protection de la sécurité nationale.

Afin de permettre à l'ENS-PSL d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;

Par ailleurs, l'ENS-PSL se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité du lieu concerné, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par l'ENS-PSL une fois connue la décision prise par le fonctionnaire de sécurité et de défense (FSD) pour l'ENS-PSL, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par l'ENS-PSL.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

■ Mesures de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers l'ENS-PSL.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 du code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'ENS-PSL par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'ENS-PSL se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent Accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par l'ENS-PSL autorise celui-ci à résilier sans indemnités l'Accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire, ainsi que les sous-traitants éventuels, participant aux prestations du présent

accord-cadre doivent se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'Etablissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation de l'ENS-PSL, de tout élément connu dans le cadre du présent accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent accord-cadre.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent accord-cadre pourra entraîner la résiliation sans indemnité de l'accord-cadre à ses torts.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée à un tiers au contrat sans le consentement exprès, écrit et préalable de l'ENS-PSL, à moins d'une injonction d'une autorité judiciaire française. Dans cette hypothèse, le Titulaire en informe sans délai l'ENS-PSL avant toute communication, à moins que l'injonction judiciaire ne le lui interdise expressément. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'accord-cadre.

■ **Autres obligations du titulaire :**

Les stipulations complémentaires suivantes s'appliquent :

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Par dérogation à l'article 6.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire veille à se mettre en conformité avec les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Protection de l'environnement

Par dérogation à l'article 7.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels de l'accord-cadre expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution de l'accord-cadre, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du Pouvoir Adjudicateur.

Récusation du personnel titulaire

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations, sans que la décision du Pouvoir Adjudicateur ait à être justifiée.

En cas de faute de service, le Pouvoir Adjudicateur peut exiger le départ immédiat de l'agent concerné. Le titulaire devra alors procéder au remplacement des personnels récusés. Il ne peut prétendre ni à la prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

4. LITIGE ET SANCTIONS

4.1. Pénalités

■ **Pénalités - observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ Pénalités - plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ Pénalités - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG relatif au seuil d'exonération, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement des délais d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p>

1.1. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 48 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

5. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Le titulaire peut demander à être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Liste des dérogations au CCAG [Fournitures courantes et services](#) :

Article 7.2 du CCAP déroge à l'article 6.2 du CCAG-Protection de la main d'œuvre

Article 7.2 du CCAP déroge à l'article 7.2 du CCAG –Protection de l'environnement

Article 8.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Pénalités

Article 8.1 du CCAP La rubrique Pénalités - observations préalables à l'application déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

Article 8.1 du CCAP La rubrique Pénalités - plafonnement des montants déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

Article 8.1 du CCAP La rubrique Pénalités - seuil d'exonération déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

Article 8.1 du CCAP Pénalités d de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)